

Cristina Gaggini

«Aucune raison objective de sortir du nucléaire»

Economiesuisse s'inquiète des conséquences d'une sortie précipitée du nucléaire pour les entreprises

Judith Mayencourt

Face au nucléaire, le vent a tourné. Mercredi, le Conseil fédéral annonçait la mise à l'étude de trois scénarios énergétiques, dont un qui évoque pour la première fois la sortie à très court terme du nucléaire. Les milieux économiques s'alarment. Directrice romande d'Economiesuisse, Cristina Gaggini appelle à la prudence.

Face au nucléaire, un tabou est tombé. Deux des trois scénarios que le Conseil fédéral va étudier tablent sur une sortie de l'atome. On sent economiesuisse très inquiète.

Nous lançons un appel à la réflexion. La catastrophe de Fukushima est encore difficile à évaluer. Il faudra du temps pour comprendre ce qui s'est vraiment passé. Nos membres, les électriciens, se sont engagés à tirer toutes les leçons de cet accident. Ouvrir un débat sur le nucléaire après la catastrophe est normal. Mais nous voulons éviter une décision précipitée. Il faut savoir comment compenser la production de 40% d'électricité qui vient du nucléaire. C'est ça la vraie question.

Quelles sont vos craintes?

Elles sont doubles: la sécurité de l'approvisionnement et la question du prix. Quand on entend les experts d'Infras nous dire que le prix du courant devrait doubler pour passer au tout-renouvelable, imaginez-vous ce que cela représente pour les entreprises qui consomment 60% de l'électricité en Suisse. Malgré les efforts d'efficacité énergétique, la consommation ne cesse d'augmenter et on ne peut pas s'attendre à une inversion de tendance. Le troisième enjeu est géopolitique. Importer massivement du courant de l'étranger n'est pas une bonne solution. Cela nous rendrait dépendants du bon vouloir de nos voisins. Comme nous ne faisons pas partie de l'Union européenne, nous ne serions pas forcés de nous en servir, ou alors nous



Cristina Gaggini, directrice romande d'Economiesuisse, craint une décision politique irraisonnée. P. MARTIN

serions contraints de payer le prix fort.

Vous pensez que les Suisses pourraient dire oui à la construction d'une nouvelle centrale?

A court terme, ce serait difficile de convaincre. Mais dire que le peuple n'acceptera plus jamais le nucléaire est prématuré. Il faut d'abord savoir ce qui s'est vraiment passé au Japon pour connaître l'impact sur l'opinion publique.

Une sortie rapide du nucléaire, c'est pour vous un scénario inacceptable?

En effet, nous disons que ce n'est pas une option raisonnable. En l'état, nous ne voyons pas de raison objective de sortir du nucléaire. Nous voulons conserver le mix énergétique actuel, en développant les nouvelles énergies renouvelables et en développant l'hydraulique - mais là, il faudra vaincre les oppositions. On demande une cohérence maximale. Si on veut du gaz à titre transitoire, pourquoi pas, mais il faut alors en tenir compte dans la révision de la loi sur le CO₂.

Une sortie du nucléaire n'a-t-elle jamais été envisagée par les milieux économiques?

Nous voulons garder le mix, dont

Oui à des mesures volontaires

Faut-il un grand programme d'impulsion pour favoriser le renouvelable?

Cristina Gaggini: Le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique sont déjà des grands piliers de la politique énergétique suisse. Ce n'est pas l'accident de Fukushima qui nous le fait découvrir! L'Etat a un rôle à jouer pour donner des impulsions, mais tout dépend de la manière dont il intervient. Si on fait fonctionner des pans entiers de l'économie grâce à des subventions, le jour où l'Etat ne peut plus injecter de l'argent, la plupart de ces entreprises font faillite. Parler de création d'emplois dans ces conditions-là, ça ne tient pas la route. Une entreprise qui fonctionne dans le domaine des énergies renouvelables n'a pas besoin de l'Etat. Le marché est là.

fait partie du nucléaire. Mais c'est un débat de société. Il faut venir avec des alternatives sérieuses. Selon la loi sur l'énergie, l'objectif est d'arriver à 10% d'électricité renouvelable d'ici à vingt ans. Il faut voir aussi quels efforts la population suisse est d'accord d'entreprendre.

La sortie du nucléaire n'est-elle pas une opportunité à saisir pour l'économie?

Nous saluons le développement des cleantechs. Mais faire la distinction entre une «bonne» économie verte et le reste ne nous paraît pas correct. Prenez les fabricants d'appareils électroménagers, ils font de gros efforts pour améliorer l'efficacité énergétique de leurs produits, et c'est tout aussi valable qu'une entreprise qui construit des panneaux photovoltaïques. L'industrie s'est toujours adaptée pour anticiper ces tendances et répondre à la demande des consommateurs. Les mesures volontaires sont celles qui marchent le mieux. Economiesuisse est prête à faire un effort pour des solutions constructives. Mais nous ne sommes pas d'accord avec une politique du «y a qu'à», où l'Etat doit donner de l'argent. **J.MT**

Le nucléaire, ce n'est pas un dogme. Si on nous démontre que l'on peut faire sans dans 70 ou 80 ans, on ne va pas s'y accrocher. Mais on ne veut pas que l'on jette le bébé avec l'eau du bain.

Lire aussi en page 9

Le PLR planche sur des alternatives à l'atome

Le Parti libéral radical n'a jamais fermé les portes aux énergies renouvelables. Mais ses scénarios sans nucléaire ne sont pas prêts

«Le PLR avait choisi de favoriser le nucléaire afin de réduire le CO₂. Aujourd'hui nous prenons simplement en compte l'inquiétude de la population», explique Martine Brunschwig Graf. La libérale-radical genevoise, vice-présidente du parti suisse, ne veut pas entendre parler d'un PLR ébranlé par Fukushima. «Nous voulons évaluer les scénarios et leurs conséquences sur l'approvisionnement énergétique du pays.»

Ainsi Martine Brunschwig Graf, à l'instar d'autres interlocuteurs du PLR, mettent en avant le pragmatisme d'un Parti libéral-radical qui, pour le coup, doit repenser en partie sa politique énergétique. Aussi, le parti a entamé ce qui n'est peut-être pas encore sa conversion, mais du moins sa remise en question. Jeudi, les présidents des partis cantonaux ont rencontré la direction suisse pour une mise au point. Selon nos informations, la position du président Fulvio Pelli, qui la semaine dernière avait parlé d'analyser les alternatives à l'atome, a été quittancée. Les messages de la base ont été nombreux à estimer pertinente la remise en cause de la certitude nucléaire. La procédure suit son cours et deux groupes de travail se réuniront, courant avril, afin d'évaluer différents scénarios énergétiques possibles.

«Le PLR n'a pas fermé la porte au nucléaire. Mais nous voulons avoir toutes les clés en main si la

sortie du nucléaire est l'option choisie par une majorité de la classe politique et de la population. Ce que nous n'avions jamais écarté par le passé», nuance Philippe Miauton, porte-parole romand. Il est vrai que si le PLR avait mis l'accent avec force sur le nucléaire, il avait toujours gardé ouverte l'option des énergies renouvelables.

Mais d'aucuns, inclus au sein du PLR, estiment que cette position était avant tout de façade. La preuve: le scénario du remplacement des centrales nucléaires était prêt, tandis que les alternatives ne sont sérieusement étudiées que depuis l'accident de Fukushima. Sept jours après, pour être exact. Car le PLR a commencé par juger «précipitée» la décision du Conseil fédéral, deux jours après l'accident japonais, d'interrompre la planification de nouvelles installations. Le fait que de nombreux parlementaires PLR soient des militants pro-atome n'y est sans doute pas étranger. Ainsi l'Argovienne Corina Eichenberger préside le comité du Forum nucléaire suisse et le Zouglois Rolf Schweizer, ex-président du PLR, préside l'AVES, soit l'Action pour une politique énergétique raisonnable.

Xavier Alonso Berne



Martine Brunschwig Graf, vice-présidente du PLR. KEYSTONE

Des traces radioactives mesurées sur la Suisse

Une concentration infime d'iode 131 a été mesurée dans le ciel suisse

Un vol spécial d'un avion de l'armée a enregistré une radioactivité de 140 microbecquerels par mètre cube, a annoncé hier Werner Zeller, chef de la division radioprotection de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). «Les mesures ont été effectuées à 6000 mètres d'altitude et les traces sont liées à l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima», précise Berne. Les valeurs d'iode 131 mesurées seraient 20 000 fois inférieures à la limite admise (3 millions de

microbecquerels/m³), a rassuré Werner Zeller. En comparaison, lors de l'accident de Tchernobyl, les autorités suisses avaient relevé des quantités au sol atteignant 5 millions de microbecquerels par mètre cube.

Les particules mettent environ une semaine pour arriver en Europe, selon les modèles météorologiques. Selon les estimations de Hans Wanner, chef de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN), «les plus grosses fuites de radioactivité de la centrale japonaise ont eu lieu du 15 au 17 mars. Depuis les émissions sont moins importantes.»

ATS

Electricité Le nucléaire est indispensable pour les CFF

Les besoins en électricité des CFF s'accroissent d'année en année. L'entreprise est la plus grosse consommatrice nationale de courant. Pour les CFF, renoncer à l'énergie nucléaire n'est «pas envisageable dans un avenir proche sans restriction de l'offre», prévient Jon Bisaz, responsable de l'énergie à CFF Infrastructure. L'entreprise ferroviaire consomme 2400 gigawattheures par an, ce qui équivaut aux besoins moyens de quelque 660 000 ménages. Un quart de l'électricité qui alimente le réseau vient de centrales atomiques, en Suisse ou à l'étranger. **ATS**

Glaciers en recul



La fonte et le recul d'une centaine de glaciers suisses observés l'an dernier se poursuit. Les blocs gelés auraient perdu en moyenne entre 1 et 25 mètres en 2010, selon l'Académie des sciences naturelles. Une exception notable toutefois: celui du Trient, dans le Bas-Valais, a avancé de 14 mètres. Deux autres glaciers alémaniques ont légèrement progressé. Mais «il ne s'agit pas pour autant d'une inversion de la tendance au recul», considèrent les scientifiques. **ATS**

Lucerne Une balade en tenue d'Eve coûte cher à une actrice

La star alémanique du porno Eva Eden a été condamnée à une amende de 300 francs pour s'être proménée nue dans les rues de Lucerne dans le cadre d'une campagne publicitaire pour un club de la ville. Le Ministère public lucernois a sanctionné «l'artiste» de Zurich âgée de 30 ans pour comportement indécent. Eva Eden avait déambulé sur le Rathausbrücke dans le plus simple appareil, le 23 janvier en début d'après-midi, bravant le froid. Le spectacle n'a pas plu à un témoin qui avait déposé une plainte. Eva Eden paiera aussi 200 francs de frais de justice. **AP**

Le chiffre

447

C'est le nombre d'engagements à l'étranger qui ont mobilisé l'an dernier la Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse. 2010 est qualifiée d'«année record» pour l'aide humanitaire suisse. Elle a notamment été déployée après le séisme en Haïti - 115 personnes mobilisées - et les inondations au Pakistan. Actuellement, les experts s'activent en Libye, en Côte d'Ivoire, au Japon. Le tsunami «nous donne à voir combien même les pays les plus développés sont vulnérables», selon Micheline Calmy-Rey. **ATS**

PUBLICITÉ

Tribune de Genève Partenaire média festivalduchocolat.ch

7e Festival du CHOCOLAT

SAMEDI 2 AVRIL 2011
VERSOIX - GENÈVE

Partenaires: Versoix, UBS, Aéroport International de Genève, one